RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Décret n°

du

relatif à l'application du dispositif des certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques pour la période 2026-2027

NOR : [...]

Publics concernés : distributeurs de produits phytopharmaceutiques à usage agricole-

Objet : le décret prévoit, pour la période 2026-2027, les conditions dans lesquelles le dispositif des certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques s'applique aux distributeurs de produits phytopharmaceutiques.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication

Application : le texte est pris pour l'application des articles L. 254-10-1 et L. 254-10-9 du code rural et de la pêche maritime.

.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 254-10-1, L. 254-10-9, R. 254-32 et R. 271-12-1;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du XX au XX, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Article 1er

L'article R. 254-32 du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

- 1° Le I est ainsi modifié :
- a) Les mots : « ou, pour les personnes mentionnées au 3° du IV de l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement, des achats des mêmes produits inscrits dans le registre mentionné à l'article L. 254-3-1 du présent code » sont supprimés ;

- b) Les mots : « et la moyenne de ces achats est nommée ci-après référence des achats » sont supprimés ;
- c) Les mots : « et d'achat » sont supprimés ;
- 2° Le III est ainsi modifié :
- a) Les références aux années 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 sont respectivement remplacées par des références aux années 2023, 2024, 2025, 2026 et 2027 ;
- b) Les mots : « ou de sa référence des achats » sont supprimés ;
- c) La dernière phrase est supprimée.

Article 2

A l'article R. 271-12-1 du code rural et de la pêche maritime, les mots : « ou des achats » sont supprimés.

Article 3

L'article R. 254-32, dans sa rédaction antérieure au présent décret, demeure applicable pour l'obligation de réalisation d'actions au titre de la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2025.

Article 4

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le.

Par le Premier ministre :

La ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Annie GENEVARD